

ÉCONOMIE

JEAN-PIERRE PETIT

Président
Les Cahiers Verts de l'Économie



Les dilemmes de monsieur Xi

La désignation de la nouvelle équipe dirigeante chinoise a naturellement soulevé des questions sur les potentialités de l'économie nationale dans les prochaines années. Il est à peu près certain que la croissance va être moins forte qu'au cours des 30 dernières années. Les principaux déterminants de la dynamique des années 2000, qui a renforcé le modèle exportateur mercantile de la Chine, sont plutôt derrière nous : l'entrée à l'OMC (en 2001), la sous-évaluation de sa monnaie, le surinvestissement (taux d'investissement supérieur à 40 % depuis 9 ans), la montée en flèche de la dette (au prix d'une mauvaise allocation des ressources) pour éviter une spirale déflationniste à partir du choc Lehman, etc.

Au-delà, les facteurs démographiques (vieillesse, stagnation de la population active d'ici 3 à 5 ans, exode rural moins fort) limiteront aussi le potentiel du dynamisme chinois. Ne négligeons pas non plus les contraintes physiques (baisse de fertilité des

terres arables) et environnementales. Avec un PIB par habitant de 8 400 dollars et un poids dans le PIB mondial de 15 % (en parité de pouvoir d'achat), la Chine ne peut d'ailleurs plus espérer une tendance de croissance aussi forte.

Le passage à une croissance davantage soutenue par la consommation privée s'accompagnera d'une baisse de la croissance du PIB. Il sera probablement lent et complexe à gérer : développement de la protection sociale, partage de la valeur ajoutée plus favorable aux salariés, libéralisation du système financier, montée en gamme de l'industrie. D'une manière générale, c'est toute la problématique du passage d'une croissance extensive à une croissance intensive qui se pose. La puissance économique et commerciale chinoise a indéniablement crû depuis 30 ans, mais ce n'est pas le cas de la puissance technologique. La recherche reste sous l'emprise publique et les retombées commerciales sont encore faibles. Les dispo-

sitifs clés comme la protection de la propriété intellectuelle, les mécanismes de financement des sociétés innovantes, les pôles de compétitivité ou l'autonomie des universités font encore cruellement défaut.

Il est clair que, dans ce cadre, la persistance de la corruption (la Chine est classée 75^e dans le dernier classement de l'indice de perception de la corruption de Transparency International) et l'absence de démocratie (140^e dans le classement de *The Economist*) constituent des handicaps sérieux. Beaucoup va dépendre de la ligne politique du Parti communiste dans les prochaines années : va-t-il opter pour une libéralisation politique et de l'économie ou pour une préservation des rentes, en particulier dans les entreprises publiques ? Seule la première voie permettra notamment d'envisager une croissance endogène tirée par l'innovation. ■